

CONTRE LE PACTE DE RESPONSABILITÉ PAR LA GRÈVE ET DANS LA RUE IL Y A URGENCE À FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES POPULAIRES

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

13 MARS 2014

Gattaz l'avait annoncé : il n'y aura pas de contreparties aux cadeaux que Hollande a promis au patronat, lors de ses vœux 2014. Le gouvernement se couche devant le MEDEF et c'est sans honte que les directions syndicales CFDT- CFE-CGC et CFTC viennent de donner leur accord à cette politique désastreuse pour les classes populaires.

Un Pacte contre les travailleurs

La principale disposition du « Pacte de responsabilité » devait être la suppression des cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité Sociale, soit 30 Milliards d' €, avec l'ouverture d'une négociation sur de soi-disant « contreparties claires, précises, mesurables, vérifiables... ».

La négociation sur ces «contreparties», à laquelle toutes les directions syndicales ont participé au nom du « dialogue social » prôné par ce gouvernement, s'est soldée par une sinistre farce. Les directions des confédérations CFDT, CFTC, CGC ont signé avec le MEDEF un « relevé de conclusions » qui prévoit « d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions signé.... ». C'est-à-dire ... aucun engagement.

Le débat au Parlement aura lieu fin avril. On sait déjà que le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), cadeau de 20 milliards d'€ aux entreprises serait maintenu, ainsi que la baisse de 50 Milliards des dépenses publiques en 3 ans. A cela s'ajouteraient 10 milliards d'€ d'exonérations de la part patronale des cotisations sociales. Ainsi étendues, dès 2015, aux salaires jusqu'à 2,1 SMIC (3030 €), cela permettrait aux employeurs de ne plus à verser la part patronale pour 90 % des salariés, entraînant à terme l'assèchement total du financement des différentes branches de la Sécurité sociale.



Contre le gouvernement et le patronat, se mobiliser pour gagner

Contre ce gouvernement, la riposte doit être à la hauteur de l'attaque. Mais pour gagner, nous devons tirer les leçons des mobilisations sur les retraites où les journées d'action successives et éclatées dans le temps n'ont pas permis de gagner. Le fait que les attaques soient portées par un gouvernement de gauche avec le soutien d'une

partie des directions syndicales constitue une difficulté supplémentaire.

Cette mobilisation devra s'appuyer sur l'ensemble du mouvement social, syndical, associatif, politique, sur tous ceux et celles qui refusent toute la logique du « Pacte de responsabilité » et sont décidés à affronter patronat et gouvernement. Seul un blocage total de l'activité économique pourra faire reculer le pouvoir et les possédants. Nous devons nous fixer comme objectif la grève générale.

Ne pas laisser la rue à la droite et à l'extrême droite

La journée de grève et de manifestations du mardi 18 mars à l'appel de CGT, FO, FSU, Solidaires constitue une première occasion de dire « tous ensemble » notre opposition à ce plan d'attaques contre les travailleurs.

L'ORGANISATION D'UNE JOURNÉE DE « RÉVOLTE DU GAUCHE » PRÉVUE LE 12 AVRIL À PARIS, À L'INITIATIVE DES ORGANISATIONS DE LA GAUCHE POLITIQUE ET SYNDICALE NE PARTICIPANT PAS AU GOUVERNEMENT, ET DES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX ET DÉMOCRATIQUES, POURRA EN ÊTRE L'ÉTAPE SUIVANTE.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur.



1300 SUPPRESSIONS DE POSTE CHEZ RENAULT TRUCKS

Renault Trucks, la filiale en France de Volvo, issu de la vente en 2001 de Renault Véhicules Industriels au groupe suédois, vient d'annoncer la suppression de 508 postes de travail. Il faut y ajouter la suppression de 800 postes chez le personnel extérieur travaillant sur les sites. Cela fait donc au total 1 300 suppressions de postes, ce qui représente près de 10 % des effectifs de Renault Trucks, 8 900 salariés.

Les suppressions d'emplois annoncées s'étaleraient sur trois ans et devraient concerner les sites de Lyon (Rhône), Bourg-en-Bresse (Ain) et Blainville-sur-Orne (Calvados).

Le groupe Volvo prévoit de distribuer aux actionnaires le même dividende en 2014 qu'en 2013. Ce sont donc les salariés qui payent les conséquences de la baisse des ventes des camions Volvo. Les mêmes recettes s'appliquent partout dans l'automobile

A PSA TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL ?

Montant de participation à partager entre 60 000 salariés du groupe : 1,8 millions €

Montant mis de côté pour les retraites de 6 dirigeants du PSA : 70 millions €

Cherchez l'erreur !

DES NAO QUI NE PASSENT PAS

A Renault Lardy, 130 salariés ont débrayé une heure vendredi 21 février pour protester contre le résultat des Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires. Avec 0 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires) en 2014 pour les ETAM et les cadres, et des miettes en Augmentation Individuelle, les raisons de débrayer ne leur manquaient vraiment pas.

RÉSEAU RENAULT EN GRÈVE

Dans les succursales Renault, la grogne sur les salaires se poursuit. Soumis aux mêmes mesures d'AGS dérisoires que chez Renault SA, les salariés des succursales des principales villes de France étaient en grève lundi 3 mars. Ils ont obtenu une nouvelle réunion de négociation alors que la direction voulait se contenter comme pour les Renault d'un seul rendez-vous. Pas encore suffisant pour la faire reculer mais la mobilisation se poursuit.

LES CAISSES NOIRES DES PATRONS DE LA MÉTALLURGIE

Denis Gautier Sauvagnac, l'ancien patron de l'UIMM, a été pris la main dans le sac. Gérant la caisse noire patronale qui disposait de 600 millions d'€, il a été reconnu coupable d'en avoir détourné en liquide 16 millions d'€ entre 2000 et 2007. Le jugement est tombé le 10 février : un an de prison ferme. Même s'il fait appel, ça fait tache... Les raisons qu'il a donné : cracher pour « fluidifier », comme il ose dire, les relations sociales. C'est moins classe, mais cela veut dire graisser la

patte. Il a mouillé tous les syndicats, mais sans donner aucun nom. Il a préféré risquer la prison plutôt que d'expliquer à qui allait l'argent détourné : c'est la loi du milieu. Ces 600 millions d'euros conservés dans la caisse noire d'entraide patronale viennent des versements que Renault et PSA, entre autres, ont sorti de leur trésorerie. Toutes grandes entreprises de la métallurgie sont partie prenante de ce système mafieux, et continuent à balader les syndicats dans des négociations inutiles.

LA SBFM DEVRA VERSER 3 MILLIONS D'EUROS POUR PRÉJUDICE D'ANXIÉTÉ

400 ex- salariés de la SBFM, filiale de Renault devenue Fonderie De Bretagne (FDB) en 2009, ont obtenu la reconnaissance du « préjudice d'anxiété » pour avoir été exposé à l'amiante à leur travail jusqu'en 1998. Beaucoup de salariés de la SBFM sont déjà morts à cause de l'amiante. Tous vivent avec cette menace. Le 26 février, les Prud'hommes de Lorient ont estimé ce préjudice à 7500 € par salarié. C'est le moins qu'on puisse faire ...

DES FUTURES BLOUSES BLANCHES EN LUTTE

Les étudiants infirmiers, notamment ceux du Mans sont en lutte depuis plusieurs semaines pour la défense de leur formation. Les cliniques refusent de prendre les futurs infirmiers en stage pour exercer un chantage sur le gouvernement à la suite du vote de la loi de la sécurité sociale 2014 sur le remboursement des actes de soins. Les établissements privés voient en effet leurs actes moins bien rémunérés de 0.24 % par la sécu que le public. Pour les étudiants c'en est trop ! Déjà malmenés par le système, payés 66 cts de l'heure, exclus des tarifs étudiants pour la restauration, le logement... Leur mobilisation se poursuit pour leur avenir et celui du service public de la santé !

PACTE HOLLANDE-GATTAZ : TOUT POUR EUX, RIEN POUR NOUS !

CFDT, CFE-CGC et CFTC ont donc accepté d'avaler une attaque frontale contre la Sécurité sociale : cadeau des cotisations affectées aux allocations familiales, des exonérations de cotisations sur les salaires jusqu'à 2,1 SMIC et promesse de réduction des budgets de la protection sociale...

Le patronat se frotte les mains: il a gagné 30 milliards sans s'engager sur quoi que ce soit ! Alors, à quand la mobilisation. ? Le 18 mars à l'appel de FO, CGT, FSU et Sud, ainsi que le 12 avril pour une manifestation à Paris de tout le mouvement social

Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

Mail : npa.sarthe@gmail.com